

## Éditorial Kaléidoscope

Par Izio Rosenman

L'intrication des destinées des Juifs d'Eretz-Israël, devenu Israël, et des Juifs de Diaspora est aussi ancienne que l'histoire des Juifs. Abraham, ancêtre mythique, n'est-il pas originaire d'Ur en Chaldée, c'est-à-dire de Diaspora? Et l'histoire des Juifs n'a-t-elle pas été, en se référant au séjour en Égypte et à Babylone, un va-et-vient entre la terre d'Israël et la Diaspora, l'une ou l'autre s'imposant tantôt politiquement tantôt culturellement? Les périodes de présence en Eretz-Israël ont depuis si longtemps alterné avec des périodes d'absence de souveraineté ou d'exil diasporique, que l'on pourrait considérer l'histoire du peuple juif sous deux angles: soit comme une succession ancienne de périodes de présence étatique en terre d'Israël interrompues par des exils en Diaspora, soit comme l'histoire d'une longue vie diasporique fondée sur un rêve de retour à Sion qui se concrétisera par la création de l'État d'Israël. Ainsi a-t-on vu dans la conscience collective juive, telle qu'elle s'exprime dans sa culture, se développer des questionnements qui portent tantôt sur la dimension du politique, c'est le cas des lois sur la royauté de Maïmonide, tantôt sur la culture et la transmission, bien que la vision historique elle-même n'ait très longtemps pris ses modèles que dans un passé très ancien (voir Zakhor de Yosef Hayim Yerushalmi).

Plus de cinquante ans après la Shoah, la plus grande catastrophe que le peuple juif ait connue dans son histoire, la renaissance juive en Diaspora est un fait, et l'intégration des Juifs dans leurs sociétés environnantes, est une réalité, quels que soient les troubles du présent. De même, un demi-siècle après la création de l'Etat d'Israël, qui a marqué le retour d'une présence juive sous la forme étatique sur une partie de la terre ancestrale des Juifs, celui-ci s'y

est développé et a constitué une société suffisamment forte pour, au-delà de ses mythes fondateurs, se permettre de s'interroger sur ses origines modernes. C'est ce que tentent de faire ceux qu'on appelle par un raccourci simplificateur "les nouveaux historiens", et qui forment un ensemble très diversifié quant à leurs options politiques ou idéologiques (voir p. ex. La nouvelle histoire d'Israël d'Ilan Greilsammer).

Pendant un certain temps, ces deux entités, Israël et Diaspora, ont évolué vers une sorte d'autonomie réciproque, particulièrement, depuis les espoirs de paix, nés avec les Accords d'Oslo de 1993. Israël s'est interrogé sur son identité propre, son inscription dans son environnement géographique, et sur le sens de ses nouvelles relations avec les communautés juives de Diaspora. En Diaspora, une grande partie des Juifs, conscients à la fois du rôle d'Israël dans le destin du peuple juif, et des liens familiaux, historiques ou culturels qui les y rattachent, sont devenus plus autonomes quant à leur culture, et tout en développant leurs associations et leurs institutions, se sont enracinés dans leurs pays respectifs en participant activement à la vie politique nationale.

Mais la poursuite de l'occupation et de la colonisation des Territoires Occupés par Israël, et le refus de l'Autorité palestinienne de désarmer les groupes terroristes, et de cesser la propagande anti-israélienne, ont entraîné l'échec des Accords d'Oslo.

Les espoirs de paix entre Israël et le monde arabe qui persistaient malgré tout, ont reçu un rude coup avec l'échec des négociations de Camp David en l'été 2000, puis de celles de Taba, et surtout avec le déclenchement de la seconde Intifada, l'Intifada El-Aksa, qui n'était plus celle des pierres mais celle des armes, des

attentats-suicides, et des représailles : des milliers de morts, plus de sept cents chez les Israéliens, plus de deux mille chez les Palestiniens.

Cette violence a réduit presque à néant les espoirs de paix, ramené sur le devant de la scène le camp du refus arabe, et ramené au pouvoir la droite nationaliste israélienne et Ariel Sharon longtemps sur la touche. Elle a aussi entraîné le retour d'un antisémitisme que l'on croyait disparu, et a ainsi déstabilisé les Juifs de Diaspora.

La multiplication des actes anti-juifs en France notamment, incendies de synagogues, coups et insultes à des enfants juifs dans des écoles de la République, ou à des adultes juifs dans la rue, a suscité chez les Juifs de France une inquiétude et un sentiment de solitude et d'incompréhension, d'autant plus grands que trop longtemps le gouvernement de gauche, alors au pouvoir, a tenté de minimiser ces actes, manquant d'apporter les paroles fortes de condamnation et les mesures de dissuasion que les Juifs de France attendaient.

De même la société civile, les grandes associations de droits de l'homme, les partis et syndicats, ont tardé à réagir contre ces attaques peut-être parce qu'elles provenaient souvent de groupes marginaux du monde musulman. Dans le même temps on a assisté à un glissement de plus en plus dangereux de trop nombreuses manifestations pro-palestiennes vers une assimilation de plus en plus fréquente du sionisme et d'Israël au nazisme.

La conséquence en a été une banalisation des attaques anti-juives et le sentiment d'isolement ainsi engendré a contribué à une tendance marquée de la communauté organisée à se refermer sur elle-même, à paraître soutenir inconditionnellement la politique du gouvernement d'Israël.

En ce qui nous concerne, nous nous rangeons sans équivoque dans le camp de la paix, aux côtés de Shalom Archav précisément. Nous regrettons qu'une partie des responsables de la communauté juive organisée, au nom d'un

légitimisme traditionnel que nous refusons, ne se démarquent pas de la politique d'occupation et de colonisation qui fait tant de mal à l'État d'Israël. Cependant nous ne saurions approuver non plus ces « autres voix juives » qui, par diverses pétitions, laissent à croire qu'il y aurait au sein de la communauté nationale, une influence pernicieuse de l'extrême droite israélienne, véhiculant ainsi sous une autre forme, et de façon inattendue, le mythe sinistre et archaïque du complot juif. Ni la diabolisation du sionisme ni l'approbation inconditionnelle de la politique israélienne ne vont dans le sens de la paix.

Il semble qu'il y ait bien une fragilité commune d'Israël et de la Diaspora, rien de ce qui arrive à l'une n'étant sans effet sur l'autre.

Vous trouverez dans le dossier de ce numéro de Plurielles, des textes tant d'Israéliens que de Juifs de la Diaspora, interrogant nos destins respectifs, suivis de portraits de quelques Juifs « historiques », et d'interviews de créateurs interrogés sur leur relation avec Israël.

L'éventail des positions des Juifs de la Diaspora vis-à-vis d'Israël est extrêmement large : hostilité, indifférence (soutenues sans doute par la tradition d'un vécu de minoritaire et/ou le refus du pouvoir de coercition ou de la violence possible que représente un Etat), solidarité, soutien critique ou identification complète. On retrouve des positions symétriques chez nombre d'Israéliens : hostilité teintée de mépris, pour ces Juifs galoutiques ('de l'exil'), conscience que l'histoire des souffrances juives de la Diaspora est inscrite en Israël dans la plupart des familles, souhait d'un recours à cette même Diaspora afin de sortir des impasses actuelles.

C'est sur ce kaléidoscope que nous avons voulu nous pencher.

Parmi les contributions, hors du dossier, je souhaite signaler celle de Rachid Aous, qui porte sur la laïcité et la démocratie en terre d'islam. Elle concrétise ce dialogue que nous souhaitons tous.